

NOS DIVERGENCES AVEC LE SOCIAL

Dans ce "nouvel âge du capitalisme" le débat est ouvert, en particulier en Europe, sur le rôle et le programme d'action de la gauche.



par
Pierre SOUBESTRE,
Premier Secrétaire Fédéral-Adjoint
porte-parole de la Fédération
d'Ille- & -Vilaine
45 ans, ingénieur - Marié - 2 enfants.

Syndicaliste étudiant, membre des Jeunesses Socialistes, il adhère au Parti Socialiste en 1977.

Secrétaire de la section de Rennes Nord-Est (Maurepas-Jeanne-d'Arc - Les Longs-Champs).

Au sein de l'équipe d'animation fédérale, il a été en charge du secteur «Droits de l'Homme» puis de la «Conférence des secrétaires de section» avant d'être désigné Premier Secrétaire Fédéral adjoint et porte-parole de la Fédération.

La réflexion sur le socialisme démocratique est permanente car les développements des techniques (passage de la société industrielle à la société de l'information) et des processus productifs (mobilité croissante des connaissances, des capitaux et des hommes) contribuent puissamment à la modification des réalités économiques et sociales.

Ces questions étaient au centre des réflexions des socialistes français lors des conventions sur "la mondialisation, l'Europe, la France" (1996) et sur l'entreprise (1998). Le congrès de l'Internationale socialiste, à Paris en novembre prochain, va être l'occasion de discuter des analyses et des expériences des uns et des autres, par exemple celles des sociaux-démocrates hollandais et danois qui sont parvenus à réduire de moitié leur chômage en sept ans sans démanteler leur Etat-providence.

Il va être aussi l'occasion d'une confrontation avec les thèses du social-libéralisme explicitées par le manifeste Blair-Schröder qui fut publié le 8 juin à quelques jours des élections européennes (indépendamment du manifeste adopté par les socialistes européens à Milan les 1^{er} et 2 mars). Une brochure éditée par la Fondation Jean-Jaurès* en août permet d'en prendre connaissance, le texte intégral étant complété d'analyses critiques de trois universitaires (Laurent Bouvet, Jean-Pierre Gougeon, Jean Pisani-Ferry) et de deux responsables de la direction nationale du Parti Socialiste (Marisol Touraine et Henri Weber).

L'enjeu de ce débat avec les tenants de la "troisième voie" du New Labour et du "nouveau centre" du

S.P.D. n'est pas anecdotique puisqu'il porte sur des questions de fond quant à la nature de l'action socialiste et que les orientations discutées auront (et ont déjà) des conséquences nationales et européennes.

Par exemple, les thèses du "manifeste" peuvent-elles infléchir les responsables des autres pays gouvernés par les sociaux-démocrates et ainsi peser sur la réorientation de l'Union engagée depuis juin 1997?

Par ailleurs, nous n'avons pas à accepter des amalgames confus, mal informés ou mal intentionnés, avec les positions du social-libéralisme qui ne correspondent pas à nos options.

Ainsi, sans rejet du dialogue et de toutes les idées du manifeste, est-il sans doute utile de marquer d'ores et déjà nos divergences.

En reprenant la contribution précitée d'Henri Weber — secrétaire national du Parti Socialiste — j'évoquerai trois thèmes.

1° LA FLEXIBILITÉ DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La souplesse dans l'organisation du travail ne doit pas être un tabou. Elle peut être nécessaire pour améliorer la productivité, créer des emplois ou pour mieux satisfaire des consommateurs.

Mais la flexibilité ne doit pas être l'autre nom de la précarité généralisée, car la force de travail n'est pas une marchandise comme une autre. Nous misons donc sur le dialogue social, sur des accords "gagnants-gagnants".

Le manifeste est silencieux sur cette démarche constructive. Il réclame "la

* Notes de la Fondation Jean-Jaurès - N°13 Août 1999 - 35 francs
Blair - Schröder - Le texte du «Manifeste» - Les analyses critiques

- LIBERALISME

flexibilité des marchés des biens, du capital et du travail", "un système d'impôts et de prestations sociales allégés", moins de réglementations...

2° L'ÉTAT-PROVIDENCE

Nous considérons que dans des sociétés soumises à des changements aussi rapides que ceux que nous connaissons il est évidemment essentiel de miser sur les "investissements sociaux" (éducation, qualification, santé) mais il est également indispensable d'avoir recours aux politiques de redistribution et d'aides sociales. Il est factice d'opposer une politique volontariste d'intégration à la nécessaire assistance des plus démunis. Et nous ne partageons pas non plus l'idée que les solidarités familiales et personnelles sont suffisantes, même si elles sont très importantes évidemment. Nous pensons que des solidarités collectives, qui s'expriment par des droits minima garantis, sont légitimes.

Là encore les auteurs du manifeste font l'impasse sur la sévérité des conflits d'intérêt qui divisent nos sociétés et sur les situations concrètes des plus modestes.

3° LE RÔLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

Le social-libéralisme surévalue les capacités du marché et sous-estime les conséquences de son développement anarchique.

Pour nous, c'est un outil nécessaire qu'il convient de contrôler correctement si l'on veut que l'économie soit au service des personnes et non l'inverse.

Nous n'avons pour lui ni le culte des libéraux, ni d'ailleurs la phobie de ceux qui pour autant n'osent plus vanter le charme discret de l'économie administrée.

Le marché a des vertus – par exemple celle de stimuler les volontés d'entreprendre – et il a fait la preuve de son efficacité pour la production de richesses et la fixation des prix. Encore faut-il noter que cette efficacité n'est réelle que s'il n'est pas en situation hégémonique, auquel cas la rigidité de la logique marchande plombe ses vertus pragmatiques.

Mais il a également des limites évidentes qui tiennent à sa logique étroitement financière et à ses faibles capacités d'anticipation qui le déqualifient pour répondre correctement aux exigences relatives aux droits élémentaires des individus (éducation, santé, sécurité, logement...) ou à celles de l'intérêt général (indépendance, recherche, infrastructures lourdes...). Là est notre critique radicale du libéralisme, cette religion du "tout marché" et du marché "libre" de tout encadrement, car contrairement au dogme de la pensée libérale nous soulignons que le seul jeu du marché ne conduit ni à l'optimum économique ni à l'optimum social.

Bien au contraire, seul maître à bord il "financiarise" l'économie, menace d'éclatement le corps social (à la différenciation par classes se superpose l'opposition des actifs et des exclus) et dilapide le patrimoine naturel et ses ressources.

Le mythe du marché autorégulé, le fameux "pilote automatique" des libéraux qui selon l'heureuse expression critique de Jean-Claude Guillebaud "libérerait les hommes

du fastidieux souci de l'Histoire" (ce qui, notons le au passage, est exactement à l'opposé de l'idéal démocratique) nous mène à coup sûr dans le mur !

Bref, la puissance publique doit compléter et réguler le marché. Tout à la fois pour des raisons sociales, écologiques, économiques et politiques. Cela justifie une politique macroéconomique active pour assurer une croissance forte qui soit riche en emplois et respectueuse de l'environnement. D'où notre engagement pour une politique européenne volontariste pour coordonner les politiques économiques des Etats-membres, promouvoir des grands travaux, harmoniser les législations fiscales et sociales, et nos choix en faveur de la relance de la demande et des investissements.

Pour lutter contre l'utilisation des salariés comme variable d'ajustement en fonction d'objectifs exclusivement financiers, nous défendons les principes d'un renforcement des droits d'information des salariés, d'un contrôle plus rigoureux des plans sociaux et de pénalisations financières.

Nous sommes aussi partisans de la "société mixte" qui combine secteur privé marchand, services publics et tiers secteur d'économie sociale. Nous pensons que des services publics modernisés ont plus que jamais leur raison d'être et qu'ils n'ont pas vocation à être phagocytés par le secteur marchand.

Enfin notre perspective est une civilisation du temps libéré. Nous voulons utiliser les fruits des progrès techniques pour accroître le temps libre,

élément de mieux vivre lorsque c'est un temps choisi investi par des choix personnels.

Sur toutes ces questions la logique et la pratique du social-libéralisme ne sont pas les nôtres.

Certes, si l'on prend l'exemple britannique, il convient de distinguer le libéralisme pur et dur de Mme Thatcher et l'action du gouvernement de Tony Blair ; il a signé la charte sociale de l'Union, institué le SMIC, accru les dépenses publiques pour l'éducation et la santé, créé 100000 emplois jeunes. Tout cela n'est pas sans importance.

Mais au sommet de Cologne des 3 et 4 juin 1999 les Britanniques et les Allemands ont renoncé à toute politique active de régulation économique et de soutien de la croissance (refus d'une gouvernance économique, d'objectifs quantifiés en matière de lutte contre le chômage, de politiques volontaristes en faveur des grands travaux ou de réduction du temps de travail).

Dans le même temps, parce que c'est une promesse faite à l'électorat de la classe moyenne réticente à la prise en charge de la réalité des classes sociales, la redistribution sociale est maintenue au niveau où l'avait ramenée Mme Thatcher.

Les auteurs du manifeste sont hostiles aux contrôles de la puissance publique et leur discours "moderne" sur la question des services publics se réduit à une dénonciation de la bureaucratie.

Et c'est peu de dire que le thème du temps libéré n'est pas... leur tasse de thé.